



DOSSIER DE PRESSE

CAMPAGNE 2015 DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Rencontres avec 35 acteurs de la société civile des pays du Sud et de l'Est

POINTS PRESSE
vendredi 6 mars 2015 entre 9h et 12h

CAMPAGNE 2015 DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Du 3 au 22 mars, 35 acteurs de la société civile des pays du Sud sont invités à venir témoigner dans toutes les régions de France à l'occasion de la Campagne 2015 du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire). Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la campagne de sensibilisation à la solidarité internationale et de collecte de l'association au profit de projets de lutte contre les causes structurelles de la faim. Une opportunité de les rencontrer à Paris.

UNE GESTION RESPONSABLE DE LA TERRE POUR NOURRIR TOUS SES HABITANTS

Dans la perspective de la Conférence COP21, la campagne 2015 met l'accent sur une gestion de la terre respectueuse de l'environnement pour assurer la sécurité alimentaire des populations tout en agissant sur les effets du changement climatique.

« Les partenaires du CCFD-Terre Solidaire soulignent l'urgence d'une conversion du regard porté sur la nature : possession destructrice ou relation d'harmonie créatrice ? Eux, dont le travail s'attache à gérer la terre dans une perspective durable, comptent sur notre aide dans ce combat ».

Guy Aurenche, président du CCFD-Terre Solidaire

RENCONTRES AVEC LA PRESSE

Vendredi 6 mars entre 9h et 12h

au Centre d'Accueil « Partage Solidarité Accueil »

57, rue Violet 75015 Paris

M° Emile Zola ou Commerce

Pour prendre rendez-vous avec l'un ou plusieurs de ces acteurs, contacter

Véronique de La Martinière : 01 44 82 80 64 – 06 07 77 05 80

v.delamartiniere@ccfd-terresolidaire.org

LA CAMPAGNE « POUR LUTTER CONTRE LA FAIM, TOUT LE MONDE PEUT FAIRE UN GESTE »



POUR LUTTER
CONTRE LA FAIM
TOUT LE MONDE PEUT
FAIRE UN GESTE

Faites votre don : 01 44 82 80 64
ccfd-terresolidaire.org

TOUS HOMMES
CONTRE LA FAIM
Comité catholique contre la faim et
pour le développement - terre solidaire
4, rue Jean-Lambert - 75001 Paris

La campagne de collecte met en perspective le geste que chacun de nous peut faire en faisant un don, avec ses conséquences directes sur le terrain : aider les populations du Sud à sortir du cercle vicieux de la faim pour rentrer dans un système vertueux et durable de développement, respectueux des droits de l'Homme et de l'environnement. Par leur geste, les donateurs offrent plus que de l'argent, ils offrent tous les moyens durables et efficaces à ceux qui se battent contre les causes structurelles de la faim dans le monde.

- Du 7 au 22 mars : nombreuses conférences et débats organisés à travers toute la France par les bénévoles de l'association autour des partenaires des pays du Sud.
- Samedi 14 et dimanche 15 mars, collecte nationale sur la voie publique.
- Dimanche 22 mars, collecte dans les communautés chrétiennes.

L'EXPERTISE D'ACTEURS DES PAYS DU SUD

La créativité, l'expertise, mais aussi souvent le courage, de ces responsables d'organisations de la société civile dans les pays du Sud et de l'Est permettent la réalisation de multiples projets de développement. Dans le respect de leur projet, le CCFD-Terre Solidaire a noué avec eux une relation de partenariat dans la durée, gage d'efficacité et de pérennité. Il soutient le travail de 430 d'entre eux chaque année, dans 58 pays, en Afrique, Amérique latine, Asie, Europe centrale et Bassin méditerranéen.

LES THEMATIQUES PRINCIPALES DES PARTENAIRES DE LA CAMPAGNE 2015

Les partenaires invités en 2015 sont majoritairement impliqués dans des projets de développement rural : accès à la terre, agroécologie, ferme de formation agricole, droit foncier, transition écologique, accès à la terre, droit des populations indigènes, gestion des catastrophes naturelles.

Les autres thèmes concernent les droits humains, la gestion des conflits, le dialogue interculturel et interreligieux, la démocratie participative, la formation à la citoyenneté, les droits des femmes, une initiative de monnaie alternative...

Trois partenaires témoigneront de leur travail pour faire face aux migrations internationales en Afrique du Sud, au Mali et aux Philippines.

SOMMAIRE

PRESENTATION DES PARTENAIRES INVITES EN 2015

Afrique	page 3
Amérique latine	page 6
Asie	page 12
Bassin Méditerranéen	page 15
Europe de l'Est	page 16
Migrations internationales	page 17

PRESENTATION DU CCFD-TERRA SOLIDAIRE	page 18
---	---------



Les partenaires invités pour la campagne - mars 2014

AFRIQUE

COTE D'IVOIRE

FORMATION AGRICOLE, DEVELOPPEMENT AGRICOLE

INADES FORMATION

» **M. Stéphane LOROUX**, chargé d'analyse des politiques de développement et du plaidoyer à Inades-Fomation International depuis 2014
Parle français.

Inades Formation est une organisation panafricaine qui travaille à la promotion sociale et économique des populations paysannes en accordant une importance toute particulière à leur participation libre et responsable au développement de leur territoires. Le siège social est basé à Abidjan (Côte d'Ivoire), et Inades Formation est présente dans 10 pays (Burkina, Burundi, Cameroun, RD Congo, Côte d'Ivoire, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Tchad, Togo). Inades Formation travaille plus spécifiquement sur les politiques agricoles en faveur de l'agriculture paysanne, la valorisation des savoir-faire traditionnels, le financement du monde rural, l'organisation et la gestion des filières agricoles, la gestion des ressources naturelles et la défense de la biodiversité. Il pilote une étude sur les accaparements de terres en Afrique de l'Ouest.

Site web : <http://www.inadesfo.net>

» **Stéphane Loroux** se rend en Nord Pas-de-Calais - Picardie - Champagne Ardenne.

CENTRAFRIQUE

DIALOGUE INTERRELIGIEUX, CONSTRUCTION DE LA PAIX

PIJCA - Plateforme interconfessionnelle de la jeunesse centrafricaine

» **M. Belford GBANGOPE-ATCHI**, coordinateur de la Plateforme PIJCA, vice-président du Comité épiscopal pour la Pastorale de l'enfance et de la jeunesse (CEPEJ), ancien président de la JEC (2009-2014).
Parle français.

La Plateforme interconfessionnelle de la jeunesse centrafricaine rassemble de nombreuses associations de jeunes catholiques, protestants et musulmans. Elle est très active dans le contexte de crise qui touche le pays. Avec pour objectif d'évacuer la haine, de ramener la cohésion sociale et de construire le vivre ensemble et la paix. La Pijca organise des journées de réflexion, des voyages d'échange dans la sous-région qui réunissent organisations de jeunesse, autorités de l'Eglise, de l'Etat... afin de créer des synergies de travail. La Plateforme plaide pour le retour des réfugiés et déplacés centrafricains.

» **Belford Gbangope-Atchi** se rend en Alsace-Lorraine

MAURITANIE

EGALITE FEMMES / HOMMES
FINANCE SOLIDAIRE ET MICRO-CREDIT

Mauritanie 2000, équipe de Nouadhibou

» **Mme Elbeiga DAHOUD AHMEDNAH**, animatrice/formatrice dans le cadre du programme « femmes et pêche » : renforcement des capacités des femmes, plaidoyer.
Parle français et arabe.

Créée en 1996, Mauritanie 2000 est une association essentiellement animée par des femmes qui propose des microcrédits aux femmes pour qu'elles puissent transformer les produits de la pêche et développer des activités génératrices de revenus. Elle travaille le long de la côte mauritanienne, dans des quartiers nés de l'exode rural à Nouakchott et à Nouadhibou. L'ONG a d'abord structuré les femmes qui transformaient le poisson au sein des villages de pêcheurs et dans les quartiers pauvres de Nouakchott et Nouadhibou en un réseau de défense de leurs intérêts sociaux, économiques et politiques. Associée à une initiative de la coopération espagnole, elles ont construit deux centres pour accompagner et améliorer les activités de transformation et de commercialisation du poisson séché afin de proposer des produits de qualité au niveau local et dans la sous-région. Aujourd'hui, pour renforcer l'alliance entre formatrices et pêcheurs, elles accompagnent aussi les petits pêcheurs dans leur structuration et la défense de leurs intérêts, face à pêche industrielle.

» **Elbeiga Dahoud Ahmednah** se rend en Bourgogne Franche Comté.

MOZAMBIQUE

DROIT FONCIER,
AGRICULTURE DURABLE

FORUM TERRA

» **M. Graciol Albernaz CONSULA**

Parle portugais.

Forum Terra est une organisation qui intervient dans la région de Nampula afin de promouvoir et défendre les droits des populations concernant l'usage et l'usufruit de la terre et des ressources naturelles. Son action passe par la formation de personnes assurant la diffusion de la législation (production de matériel didactique et de communication), la formation des communautés rurales à la gestion durable de la terre, la promotion de campagnes et d'actions contre l'habitude de brûler la forêt pour élargir les surfaces cultivables. Forum Terra agit pour que les terres des communautés soient juridiquement enregistrées grâce à un travail de délimitation de leurs terres et intervient pour l'effectivité du «mécanisme 20% » qui permet à une communauté rurale de recevoir un pourcentage des bénéfices de l'action d'une entreprise nationale ou privée exploitant les ressources naturelles de cette dernière (extractions minières, création d'un parc national de préservation de la biodiversité pour favoriser le tourisme).

» **Graciol Albernaz CONSULA** se rend en Nord Pas-de-Calais - Picardie - Champagne Ardenne.

SENEGAL

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE,
DEVELOPPEMENT RURAL

FONGS - Action Paysanne (Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal)

» **M. Landing BADJI**, gestionnaire comptable de la coordination en Casamance, et travail en agro-écologie

Parle français.

L'agriculture sénégalaise doit faire face à une forte croissance de la demande alimentaire au plan local, national et international alors que le souvenir de la crise alimentaire en 2008 est toujours présent dans les mémoires. Elle doit tenir compte à la fois de la crise climatique qui menace ses ressources naturelles et sa production et des nouvelles formes de concurrence sur son espace et ses ressources naturelles comme les accaparements de terres. De plus, depuis de nombreuses années, les politiques gouvernementales se sont concentrées sur le développement de l'agrobusiness, souvent au détriment de l'appui à l'agriculture familiale. Dans ce contexte, FONGS travaille à la reconnaissance du rôle et de la place de l'exploitation familiale comme moteur du développement rural mais également de celui du Sénégal. Ainsi, il s'agit de relever un défi : améliorer durablement la capacité des exploitations familiales à nourrir le Sénégal et à créer de la richesse. Pour cela, FONGS et ses associations membres accompagnent les paysans dans la mise en œuvre des changements nécessaires au niveau des exploitations familiales.

» **Landing Badji** se rend en Aquitaine Poitou Charentes.

TRANSITION ECOLOGIQUE
AGRO-ÉCOLOGIE, AGRICULTURE FAMILIALE

ACTSOL – Action de solidarité pour le développement

» **M. Abdou BADJI**, directeur d'ACTSOL en Casamance.

Parle français.

Dans le cadre de la lutte pour la sécurité alimentaire, l'une de ses orientations majeures, l'ONG ACTSOL, ex-ASACASE, a initié et mis en œuvre un projet de ferme école écologique. L'objectif de ce projet est de prévenir l'insécurité alimentaires et ses conséquences néfastes par la relance de l'agriculture familiale et de l'agro écologie comme une agriculture au service de l'Homme. Par la mise en place et le développement de 3 fermes-écoles agroécologiques, ACTSOL promeut l'agro-écologie en Casamance comme alternative crédible au modèle agricole conventionnel dans une logique de développement durable et de sécurité alimentaire. Ces fermes écoles forment des jeunes aux pratiques associant techniques modernes et savoir-faire traditionnels et permettent de faire émerger de futurs leaders dans ce secteur. Les jeunes agriculteurs ainsi formés peuvent diffuser la pratique de l'agro-écologie dans leur exploitation familiale.

» **Abdou Badji** se rend en Midi Pyrénées - Roussillon.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE
CITOYENNETE

CNT - Centro Nueva Tierra

◆ **M. Sebastian PREVOTEL**

Parle espagnol.

Le Centro Nueva Tierra a été créé en 1989 dans le but de former et articuler des groupes d'agents sociaux et pastoraux en Argentine. Depuis sa création, le CNT poursuit deux objectifs : d'une part l'option préférentielle pour les plus pauvres au sein de l'Eglise et des communautés chrétiennes, d'autre part le renforcement de la citoyenneté et de la démocratie participative pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion. L'action du Centro Nueva Tierra s'organise aujourd'hui autour de quatre axes : la spiritualité/le sens de l'engagement, les jeunes, la formation politique et l'éducation populaire.

Le CNT fait partie du Programme MERCOSUR Social et Solidaire, qui est soutenu par le CCFD-Terre Solidaire et promeut une intégration régionale sociale.

Site web : <http://www.nuevatierra.org.ar/>

◆ **Sebastian Prevotel** se rend en PACA Languedoc-Corse.

BOLIVIE

DEVELOPPMENT RURAL/TERRITORIAL
POPULATION INDIGENE, RENFORCEMENT DEMOCRATIQUE

CIPCA Centro de Promocion del Campesinado

◆ **Mme Jaqueline GUILLEN PEREZ**

Parle espagnol.

Le Centre de promotion de la paysannerie (CIPCA), organisme créé par la Compagnie de Jésus, est une Centre d'enquête et de promotion des paysans, qui contribue au renforcement organisationnel, politique, économique et culturel des populations indigènes et paysannes. Il participe à la construction d'une Bolivie démocratique, autonome, unitaire dans sa diversité, interculturelle, équitable et durable, du point de vue économique et environnemental. Il a pour principaux objectifs, d'accompagner et renforcer les organisations indigènes et paysannes, de promouvoir un développement rural durable avec une approche territoriale, d'agir pour des autonomies démocratiques (créées par la nouvelle Constitution de 2009), efficaces et interculturelles, et de promouvoir des politiques publiques concertées entre les populations rurales et les autres secteurs. Dans la région amazonienne, par la promotion de systèmes agroforestiers, l'action de CIPCA représente un rempart contre la déforestation et permet aux populations locales d'accéder à un meilleur niveau de vie par des pratiques respectueuses de l'environnement et l'accès à la souveraineté alimentaire.

Site web: www.cipca.org.bo

◆ **Jaqueline Guillen Perez** se rend en Midi Pyrénées - Roussillon.

BRESIL

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF,
AGRICULTURE FAMILIALE, SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Centre AS-PTA

◆ **Mme Ana Paula CANDIDO DA SILVA**

Parle portugais.

L'ASPTA est une organisation d'appui à la transition des agriculteurs familiaux brésiliens vers l'agro écologie. Présente dans le Nordeste semi-aride, dans la grande banlieue de Rio de Janeiro (agriculture urbaine) et dans le sud du pays, elle permet à des dizaines de milliers de producteurs, affiliés à des syndicats ruraux très actifs, de produire et de commercialiser des aliments sains, en leur assurant un revenu stable leur permettant de rester sur leurs terres. L'appui de l'ASPTA prend plusieurs formes complémentaires : un appui technique (pépinières, construction de citernes...), un accompagnement pour permettre aux petits agriculteurs d'acquérir une vision de leur territoire dans une perspective de développement durable, de rejoindre des organisations qui les rendent plus forts et les mettent en position de négocier avec les pouvoirs publics pour obtenir des politiques publiques adaptées à leurs besoins (développement et prise en charge des banques de semences, des citernes par les municipalités, quota de produits de l'agriculture familiale achetés par les municipalités pour les écoles, etc.). Une démarche qui permet de les libérer du clientélisme des gros propriétaires terriens.

◆ **Ana Paula Candido Da Silva** se rend en région Centre.

MODELE DE DEVELOPPEMENT ALTERNATIF ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

BANCO PALMAS

◆ **Mme Maria Otaciana PEREIRA DE BARROS**

Parle portugais.

Créée en 1998 dans une favela de Fortaleza dans le nord-est du Brésil, la banque communautaire Palmas est devenue un exemple de développement alternatif grâce à sa monnaie locale et à ses réussites en termes de création d'entreprise et de formation. Face au constat que les habitants quittaient le quartier, ne pouvant payer les services de base (eau, électricité...) et qu'ils faisaient leurs modestes achats en dehors du quartier, l'idée est venue de lancer des activités économiques locales (restaurant communautaire, confection...) et de créer parallèlement une banque communautaire. En 15 ans, plus de 210 entreprises et près de 2 000 emplois sont créés, principalement des artisans et commerçants, qui couvrent les besoins fondamentaux des 30 000 habitants que compte aujourd'hui le Conjunto Palmeiras. En 2004, l'équipe du Banco Palmas a créé l'Instituto Palmas, chargé de capitaliser et diffuser les expériences et pratiques du Banco Palmas et de contribuer ainsi au développement économique et social de la région. Le CCFD-Terre Solidaire a accompagné cette initiative depuis la départ, sa relation partenariale se concentre aujourd'hui sur deux défis : la création de "cercles vertueux". Le premier vise à créer un mécanisme multiplicateur susceptible d'aider les femmes les plus pauvres, exclues et désocialisées de la zone à devenir des créatrices de richesse locale, compétentes et sûres de leur place dans la société. Le deuxième cherche à dynamiser la vie économique du quartier et relever le pari de transformer la perception qu'en ont les habitants de la ville, pour le faire passer d'un statut de quartier pauvre, marginal, de mauvaise réputation, à un statut de quartier dynamique, attractif, où il fait bon venir manger en famille ou profiter d'une soirée culturelle.

Site web: <http://www.bancopalmas.org.br>

◆ **Maria Otaciana Pereira De Barros** se rend en Bretagne Pays-de-Loire.

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

CEDAC Centro De Ação Comunitaria (Centre d'action communautaire)

◆ **Mme Belinha FELISBELA DA COSTA**

Parle portugais.

Créé en 1979, le CEDAC (Centre d'action communautaire) est une organisation d'éducation populaire ayant pour mission de renforcer les capacités des mouvements sociaux urbains pour promouvoir la citoyenneté et la démocratie participative. Son action s'organise aujourd'hui autour de trois grands axes :

- la souveraineté alimentaire, à travers notamment la formation de cadres municipaux et d'organisations sociales aux politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle,
- l'économie sociale et solidaire : formation d'éducateurs populaires dans le domaine, accompagnement d'une expérience autogérée de tri des déchets,
- le développement local : appui au développement territorial mené par un mouvement environnementaliste.

Le CEDAC fait partie du Programme MERCOSUR Social et Solidaire, qui promeut une intégration régionale sociale. Il est soutenu par le CCFD-Terre Solidaire.

◆ **Belinha Felisbela da Costa** se rend en PACA Languedoc-Corse.

GUATEMALA

AGRO-ECONOMIE, ACCES A LA TERRE
COMMERCER EQUITABLE

CCDA Asociacion Comité Campesino del Altiplano

◆ **Mme Lesbia Maribel MORALES SICAN**, responsable du Programme « Nouveau modèle d'organisation des femmes et hommes de la campagne ».

Parle espagnol.

Le CCDA, Comité Paysan de l'Altiplano, est une organisation qui lutte pour l'accès à la terre et les droits des paysans mayas du Guatemala. Créé en 1982 sous le nom de "Comité Paysan de Défense de l'Altiplano", son objectif était de dénoncer les violations des droits humains perpétrées par les forces armées sous le gouvernement du général Ríos Montt, au moment où la répression était particulièrement aiguë. Au travers de Guatémaltèques exilés, le CCDA a établi des liens avec des organisations internationales de défense des droits humains. A partir de 1988 et de l'instauration de gouvernements civils, le CCDA se dote de nouveaux objectifs et participe au processus de négociation des accords de paix. Il participe actuellement aux revendications pour l'accès à la terre, le droit au travail, les droits humains et le maintien de la culture maya.

Depuis 2009, il intègre de plus en plus une réflexion sur la viabilité environnementale du modèle de développement. Le CCDA étend aujourd'hui son action sur une zone plus large qu'à son origine, il est également devenu force de proposition et de formation en matière d'agro-écologie, de culture et d'exportation du café, du cacao, de tourisme solidaire.

Site web: <http://www.cdda.galeon.com>

◆ **Lesbia Maribel Morales Sican** se rend en Nord Pas-de-Calais - Picardie - Champagne Ardenne.

DROITS HUMAIN, AGRICULTURE FAMILIALE, POPULATION INDIGENE
PLAIDOYER, FORMATION POLITIQUE, FEMMES RURALES

FUNDACION TIERRA NUESTRA

◆ **Mme Juana CORDOVA TOMA**

Parle espagnol.

La Fundación Tierra Nuestra est une entité à but non lucratif, indépendante, non partisane, œcuménique, qui a pour objectif de construire, avec et à partir de la population indigène, pauvre et exclue, des processus d'articulation sociale et d'organisation. Pour cela, elle s'attache à renforcer des alliances et des stratégies de plaidoyer locales, nationales et internationales. Elle travaille à promouvoir le respect des territoires, avec des propositions d'alternatives économiques, politiques, sociales et environnementales afin de rendre leur dignité aux communautés indigènes et paysannes. La Fondation encourage l'émergence et la consolidation de modes de vie qui respectent l'environnement et la dignité humaine. Puisant son inspiration dans la doctrine sociale de l'Église, elle soutient les combats de la population indigène et paysanne, à travers l'accompagnement d'organisations paysannes, de jeunes, de femmes dans une perspective de droits humains et écologiques, valorisant la diversité, la différence ethnique et de génération.

◆ **Juana Cordova Toma** se rend en Rhône-Alpes.

MEXIQUE

DROITS HUMAINS, POPULATION INDIGÈNE

FRAYBA Centro de Derechos Humanos FRAY BARTOLOMÉ DE LAS CASAS

◆ **Mme Susana MONTES CRUZ**

Parle espagnol.

Reconnu au niveau international et lauréat de nombreux Prix relatifs aux droits humains, le Centre des Droits Humains Fray Bartolomé de Las Casas, FrayBa, fut créé par Monseigneur Samuel Ruiz, au Chiapas en 1989. Le FrayBa mène un travail de promotion des droits, de dénonciation et d'appui aux victimes de violations des droits humains, dans la recherche du respect des droits individuels et collectifs des populations indigènes. Son action porte en particulier sur les questions de torture, d'exécutions, de détentions arbitraires, de disparitions et de déplacements forcés, en lien avec les problématiques de spoliation des ressources des communautés paysannes et indigènes. Afin de prévenir les agressions contre les communautés, FrayBa développe depuis quelques années, des Brigades civiles d'observation (BRICO) qui s'appuient sur la solidarité nationale et internationale.

Site web : <http://frayba.org.mx>

◆ **Susana Montes Cruz** se rend en Rhône-Alpes.

EDUCATION A LA CITOYENNETE, FORMATION,
DEVELOPPEMENT RURAL

CAM Centre d'études sociales et culturelles Antonio Montesinos

◆ **M. Miguel ORTEGA VELA**, directeur exécutif de CAM.

Parle espagnol.

Association civile mexicaine, le Centre Antonio Montesinos est à la fois un centre de réflexion théologique, une ONG d'appui à des processus de développement et de plaidoyer et un espace de participation citoyenne. Créé en novembre 1985, il s'inscrit dans le processus d'engagement de l'Église latino-américaine en faveur des plus pauvres et dans l'accompagnement et la promotion des communautés ecclésiales de base. Le CAM a pour mission de contribuer à la construction d'un État de droit et d'une société juste, solidaire et démocratique. Il croise perspective théologique et pastorale avec les sciences sociales, travaille à l'articulation entre la foi et la vie, de façon à ce que la réflexion théologique aille de pair avec les projets développés sur le terrain et inspirent les politiques publiques. Il fournit des formations et appuie des actions de développement dans des zones rurales des États d'Oaxaca et de Veracruz. Il contribue au développement local par le renforcement d'organisation de femmes, de paysans et de citoyens. Ses actions portent plus particulièrement sur la génération de revenus, l'agriculture biologique, la santé communautaire (médecine traditionnelle et préventive), la lutte contre la traite d'êtres humains, les conflits autour de l'eau, etc.

Site web: www.camontesinos.org/

◆ **Miguel Ortega Vela** se rend en Ile-de-France.

PARAGUAY

RENFORCEMENT DEMOCRATIQUE,
FORMATION A LA CITOYENNETE

DECIDAMOS

◆ **M. Fernando ROJAS**

Parle espagnol.

A l'origine, Decidamos était un regroupement d'associations et d'ONG pour lancer une campagne en vue des premières élections démocratiques après la longue dictature d'Alfredo Stroessner. Par la suite, ce regroupement s'est structuré pour approfondir la démocratie au Paraguay, en tant que processus politique, économique, social et culturel. Son action s'organise aujourd'hui autour d'un plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour plus de transparence et de justice sociale, la promotion de la citoyenneté et des droits humains et le renforcement d'organisations sociales, paysannes en particulier. Dans ce cadre Decidamos promeut l'agriculture familiale,

défend le droit d'accès à la terre et à une alimentation saine et de qualité et encourage la production et la commercialisation communautaires de produits agro-écologiques.

Decidamos fait partie du Programme MERCOSUR Social et Solidaire, qui est soutenu par le CCFD-Terre Solidaire et promeut une intégration régionale sociale.

Site web: www.decidamos.org.py

◆ **Fernando Rojas** se rend en région PACA Languedoc-Corse

PEROU

DROITS HUMAINS, FORMATION
RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

CEAS Commission Episcopale d'Action Sociale

◆ **Mme Jesy ROMERO**, anthropologue membre du Programme « Protection de la Création » (Terre et environnement).

Parle espagnol.

La CEAS est l'organe de la Conférence épiscopale péruvienne responsable de l'animation et coordination de la Pastorale sociale. La mission de CEAS réside dans la promotion et la défense de tous les droits humains reconnus par l'Eglise catholique comme inviolables, inaliénables, universels et indivisibles. Son travail participe au renforcement de la justice, de la démocratie et de la paix au Pérou. Inspiré par la doctrine sociale de l'Eglise, CEAS met au centre de son action la consolidation de la société civile pour la démocratisation du pays et la défense des droits humains, en intervenant pour la prévention des conflits miniers et l'accompagnement des communautés menacées. A travers le Programme « Protection de la Création », CEAS intègre et promeut une réflexion sur l'environnement à partir de l'option préférentielle pour les pauvres. Ce Programme a été très actif lors de la récente Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP-20, à Lima) pour rappeler les racines éthiques de l'engagement des Chrétiens sur les questions environnementales. Il a contribué ainsi à porter la voix des communautés locales affectées par les changements climatiques et par l'accès inéquitable aux richesses.

Site web de l'organisation : <http://www.ceas.org.pe>

◆ **Mme Jesy Romero** se rend en Ile-de-France.

SECURITE ALIMENTAIRE, DEVELOPPEMENT AGRICOLE
EDUCATION DES FEMMES, ENTREPRISES ARTISANALES

FOVIDA Fomento de la Vida

◆ **Mme Carmen MARCA MAQUERA**, ingénieur agronome, responsable de gestion et suivi de la filière pommes de terre.

Parle espagnol.

Au Pérou, depuis plusieurs années, FOVIDA (Fomento de la Vida) soutient dans les Hautes Andes la consolidation d'une chaîne de producteurs de pommes de terre destinée non seulement à satisfaire les besoins alimentaires des communautés locales, mais aussi à les insérer dans des processus de production agro-alimentaire qui renforcent l'économie locale. L'action de FOVIDA et des organisations de producteurs a permis de créer les conditions d'un développement territorial concerté avec les autorités politiques locales et régionales. Elle a également permis de préserver la biodiversité et l'innovation commerciale afin d'insérer des variétés de pommes de terre natives dans la grande distribution. Les paysans des Hautes Andes, marginalisés par les politiques publiques et ne disposant que d'un accès très faible aux circuits de commercialisation et au marché, agissent avec l'appui de FOVIDA pour améliorer leurs conditions socioéconomiques et celles de leurs familles. Les processus de renforcement associatif accompagnés par FOVIDA concernent le développement de nouveaux moyens de production, l'amélioration des récoltes, l'amélioration du positionnement des producteurs sur le marché et le développement de leurs capacités de négociation avec les pouvoirs publics.

FOVIDA met en œuvre des actions concrètes en matière de plaidoyer sur les politiques publiques dont l'objectif est de contribuer au développement local, régional et national.

Site web de l'organisation : www.fovida.org.pe

◆ **Carmen Marca Maquera** se rend en Bourgogne Franche Comté.

DROITS LEGAUX ET HUMAINS, PLAIDOYER
ACCES A LA TERRE, ALLEGEMENT DE LA DETTE

LATINDADD Red Latinoamericana sobre Desarrollo, Deuda y Derechos/FORO SOLIDARIDAD PERU

◆ **M. Giancarlo CASTIGLIONE**, directeur exécutif du Forum Solidarité Pérou, coordinateur national du Groupe de travail de la société civile sur le budget public, membre de la conférence nationale sur le développement social (CONADES).

Parle espagnol.

LATINDADD (Réseau latino-américain pour le développement, la dette et les droits) est composé de 21 institutions et campagnes dans 11 pays d'Amérique Latine, qui travaillent pour une solution de la dette externe du pays, pour la justice fiscale (mise en place de systèmes d'impôts notamment pour les entreprises transnationales qui puissent permettre aux États de financer leurs politiques), pour un nouveau système financier international moins dépendant du FMI et de la Banque Mondiale et pour la promotion d'alternatives économiques et de nouveaux modèles de développement.

Site web: <http://www.latindadd.org/>

◆ **Giancarlo Castiglione** se rend en Rhône-Alpes.

ASIE

BIRMANIE

MICRO-PROJET, DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE PARTICIPATIF,
GESTION DES RISQUES, CATASTROPHES NATURELLES

METTA DEVELOPMENT FOUNDATION

≈ M. Ye-Lynn HTOON, coordinateur de programmes au siège

Parle anglais.

METTA est une association de développement birmane qui travaille au développement des capacités des communautés paysannes notamment dans les zones ethniques (chin, kachin, shan, karen ...). Les actions de Metta incluent : la mise en place d'activités génératrices de revenus et le développement participatif, des programmes de santé et de nutrition, la mise en place de structures éducatives pour la petite enfance, des formations techniques pour une agriculture autonome et durable, la promotion de pratiques agricoles traditionnelles et respectueuses de l'environnement, la préservation des ressources naturelles. Des actions d'urgence sont également mises en place lors des catastrophes naturelles et déplacements de population. METTA est la plus grosse association locale birmane. La structure est largement reconnue à la fois par la société civile birmane et internationale, ainsi que les autorités locales comme les groupes indépendantistes. METTA peut ainsi travailler relativement librement, fait rare en Birmanie, et est l'une des seules associations à pouvoir atteindre les populations ethniques vivant dans les zones de conflit. En 2011, un changement de direction a donné un souffle nouveau à l'association qui a développé ses actions de plaidoyer local et souhaite contribuer aux politiques publiques dans un contexte d'ouverture du pays.

Site web: <http://www.metta-myanmar.org>

≈ Ye-Lynn Htoon se rend en Nord Pas-de-Calais – Picardie - Champagne Ardenne.

CAMBODGE

RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES,
DEFENSE DES DROITS HUMAINS

UNITED SISTERHOOD

≈ Mme Pisey LY, coordinatrice de projets.

Parle khmer et anglais.

United Sisterhood est un réseau de mouvements de femmes cambodgiennes actives dans la défense des droits des travailleuses vulnérables (notamment dans les usines de textile) et la mobilisation des différents mouvements sociaux en zone urbaine et rurale pour obtenir un changement social. Le réseau a comme objectifs : la fin des discriminations au Cambodge et le respect des droits humains, une société démocratique et équitable, une réelle implication des mouvements populaires et un accès pour tous à des soins médicaux de qualité.

≈ Pisey Ly se rend en Bourgogne Franche Comté.

INDE

DROITS HUMAINS, DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET RURAL, EXCLUSION, ACCAPAREMENT DES TERRES

AREDS ASSOCIATION OF RURAL EDUCATION AND DEVELOPMENT SERVICE

≈ M. Arokiasamy (Samy) LOURTHUSAMY, fondateur et directeur d'AREDS et membre de TNLRF.

Parle tamil et anglais

AREDS a été créée en 1980 par Arokiasamy LOURTHUSAMY. Ce réseau regroupe environ 15 000 membres. Dans la lignée de Paulo Freire, l'association est guidée par la conviction que l'éducation est une condition préalable à tout développement et que le développement ne peut être atteint sans action collective et participation populaire. AREDS est une ONG d'appui aux mouvements sociaux qu'il a accompagnés depuis leur assertion dans le paysage politique du district de Karur, zone principale d'influence. AREDS se concentre sur le développement des populations rurales (Dalit, femmes, enfants) pauvres, discriminées et violentées par le système des castes et le modèle d'économie néolibéral porté avec force par le Gouvernement du Tamil Nadu. Les initiatives portées par AREDS ont permis de rendre les populations locales conscientes de leurs droits et désireuses de s'engager dans des mouvements populaires sectoriels tels que SWATE, DRALM et KADALU. Depuis septembre 2010, AREDS a rejoint TNLRF (Tamil Nadu Land Rights Federation), coalition d'ONG et de mouvements sociaux œuvrant à la fédération des mouvements de résistance populaire engagés face à la violence systémique du modèle d'industrialisation hors-sol, induisant renforcement des inégalités, darwinisme social et déplacements massifs de population. L'engagement d'AREDS au sein de TNLRF tient aussi à sa volonté de contribuer à l'émergence d'un mouvement social uni, dépassant les frontières de castes, de classes et de sous-région, et s'inscrivant dans la perspective d'alternatives économiques et sociales locales. AREDS travaille par ailleurs depuis une dizaine d'années en partenariat avec l'Université de Louvain en Belgique où L.A Samy donne deux semaines de cours à des étudiants de Master en Sciences sociales du développement.

Site web : <http://www.aredsindia.org/>

≈ Arokiasamy Lourthusamy se rend en région Centre.

LAOS

COMMERCE EQUITABLE, DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE

ASDSP L'Association pour le Soutien au Développement des Sociétés Paysannes

≈ **M. Sisaliao SVENG SUKSA**, président ASDSP.

Parle lao et français.

L'ASDSP a été créée en 1988 et a pour mission de soutenir le développement rural, afin de permettre aux paysans d'augmenter et de diversifier leur production. Le premier projet de l'association a été un projet de développement rural dans la région de Kasi ; il a permis aux paysans d'augmenter et de diversifier leur production (formations aux techniques agricoles, mises en place de systèmes d'irrigation innovants, désenclavement des villages, caisses d'épargne-crédit, développement de la conservation et de la transformation des produits alimentaires). A l'heure actuelle l'ASDSP est au cœur d'un réseau de l'économie solidaire (avec Lao Farmer Products et le Fonds Coopératif soutenu par la SIDI) dont l'objectif principal est de promouvoir le niveau des paysans, en équilibre avec leur environnement naturel et humain.

Lao Farmer Products leur offre la possibilité de débouchés (transformation des produits récoltés puis commercialisation de près de 40 produits dans les réseaux de commerce équitable en Europe). Depuis avril 2008 et après 20 ans d'existence et de travail, l'ASDSP est officiellement enregistrée au Laos et a pu installer un bureau à Vientiane. En 2011, son fondateur a été le premier député à l'Assemblée nationale non affilié au Parti unique, il profite désormais de son siège pour faire du plaidoyer « en direct ».

≈ **Sisaliao Svengsuksa** se rend en Auvergne Limousin.

PHILIPPINES

EDUCATION, DIFFUSION DE LA CULTURE
GESTION DES CONFLITS, DROITS HUMAINS

≈ MPPM MINDANAO PEOPLES' PEACE MOVEMENT

M. Rodelio NECESITO AMBANGAN, secrétaire général de l'organisation.

Parle tagalo et anglais.

Le MPPM est une organisation qui regroupe des ONG/associations/organisations dans le but d'échanger, de créer un réseau et des alliances autour de la question des droits humains et de la construction d'une paix durable à Mindanao. Contrairement à de nombreuses organisations qui travaillent sur la construction de la paix à Mindanao, le MPPM a le souci d'inclure tous les acteurs de la société civile, c'est-à-dire les Moro, les « colons » de l'île de Luzon et des Visayas (ces deux dernières catégories étant regroupées sous le nom de migrants) et les Lumad. Le MPPM joue le rôle de médiateur entre le Front moro islamique de libération (MILF) et le gouvernement afin de faciliter les négociations et la prise en compte des revendications des autres communautés. Mais il prend également le soin d'informer les communautés sur leurs droits (inscrit dans la loi IPRA pour les Lumad) et sur les agissements du gouvernement (accaparement de terres, exploitation illicite des entreprises) à travers des formations et séminaires.

◆ **Rodelio Necesito Ambangan**, se rend en Bretagne Pays-de-Loire.

VIETNAM

DEVELOPPEMENT RURAL, AGRO-ECOLOGIE
DROIT FONCIER, MINORITES ETHNIQUES

SPERI SOCIAL POLICY ECOLOGY RESEARCH INSTITUTE

≈ **Mme DANG TO KIEN**, coordinatrice des programmes de recherche LUPAPA (analyse de la politique d'aménagement du territoire pour la réduction de la pauvreté). Précédemment, coordinatrice du programme « Réseaux d'écoles agricoles de terrain » (2006-2012).

Parle anglais

≈ **M. Vang SIN MIN**, Secrétaire du Réseau des Jeunes Eco-Agriculteurs

Parle vietnamien

SPERI a été fondée par Mme Tran Thi Lanh en 1990 alors qu'elle effectuait des recherches pour sa thèse en biologie sur les cultures traditionnelles, notamment les plantes médicinales, utilisée par les femmes Dao, une ethnie montagnarde du Nord du Vietnam. Interpellée par leur isolement, la méconnaissance complète de leur situation et l'originalité des systèmes de solidarité développés par ces femmes, Mme Tran Thi Lanh a commencé à travailler avec les groupes ethniques dans le but de valoriser leur culture. Très vite, l'action s'est transformée en défense de leurs droits et valorisation de leur rôle, notamment à travers la création de réseaux entre différents groupes ethniques. Les paysans issus des minorités sont formés par SPERI au sein des écoles paysannes de terrain qui privilégient l'apprentissage de la perma-culture, théorie holistique qui repose sur des principes éthiques : prendre soin de la terre, prendre soin de l'humain (de soi-même et de sa communauté), partager équitablement (limiter la consommation et la reproduction). Les agriculteurs formés par SPERI, représentent les nouvelles générations de leaders paysans capables d'impulser des changements. Ils se mobilisent également pour défendre les droits fonciers des minorités ethniques dont les terres font l'objet de prédation, sur l'ensemble de la zone Vietnam – Laos – Thaïlande.

Site web: www.speri.org/eng/

≈ **Mme Dang To Kien et M. Vang Sin Min** se rendent en Auvergne Limousin.

BASSIN MEDITERRANEEN

ISRAEL

DROITS HUMAINS, PAIX & CONFLIT
EDUCATION A LA CITOYENNETE

SADAKA REUT

- **Mme Nitsan GUETTA** membre de Sadaka Reut.
Parle hébreu et anglais.
- **Mme Bahira SHAAR ABLASSI**, membre de Sadaka Reut.
Parle arabe et anglais.

Créée en 1983 par des étudiants juifs et arabes, SADAKA REUT ou « Amitié » en arabe et en hébreu, œuvre au changement social et politique en Israël à travers la promotion d'une société fondée sur la justice sociale, l'égalité, la tolérance, le multiculturalisme et le respect des droits humains.

L'association vise par ses projets à renforcer l'engagement des jeunes et leur capacité à s'exprimer et à jouer un rôle dans la transformation de leur société. Elle met en place des projets variés : groupes d'échanges entre de jeunes juifs et arabes en Israël, un programme commun de volontariat, un projet d'éducation à la tolérance en partenariat avec des écoles et des lycées, etc.

Site web: <http://www.reutsadaka.org>

- **Nitsan Guetta** se rend en Aquitaine Poitou Charentes.
- **Bahira Shaar Ablassi** se rend en Aquitaine Poitou Charentes.

PALESTINE

MICRO-CREDIT, CREDIT AGRICOLE
DEVELOPPEMENT AGRICOLE

ACAD ARAB CENTER FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

- **M. Thaer FAKHOURY**, responsable du développement des coopératives de l'ACAD-ONG. *Parle anglais et arabe.*

ACAD est une institution de micro-finance fondée pour promouvoir la micro-entreprise à travers des activités génératrices de petits revenus en direction de personnes à revenus faibles. ACAD fournit des services financiers sur l'ensemble du Territoire palestinien en se focalisant sur les zones rurales et/ou les zones affichant un taux de pauvreté élevé, et notamment celles qui sont particulièrement touchées par la situation politique difficile. Pour l'ACAD, l'indépendance économique et, en conséquence la sécurité alimentaire pour les pauvres et les démunis, est un outil efficace pour leur participation active dans la vie sociale, économique et politique de la Palestine. Fin 2013, l'ACAD s'est séparé en deux entités pour des raisons de législation locale, l'entité ACAD-finances et l'entité ACAD-ONG qui se concentre sur l'appui et le conseil aux groupements soutenus par ACAD-finances.

- **Thaer Fakhoury** se rend en Bretagne Pays-de-Loire.

TUNISIE

DROITS LEGAUX ET HUMAINS

FTDES Forum Tunisien pour les Droits économiques et sociaux

- **Mme Anissa SAIDI**, coordinatrice de projet section de Kairouan (région centre de la Tunisie, femmes rurales, souveraineté alimentaire, gaz de schiste...)
Parle arabe et français.
- **Mme Amani ALLAGUI**, coordinatrice de projet section de Monastir (région du sahel tunisien/centre-ouest, femmes dans l'industrie textile, responsabilité sociale des multinationales, environnement, abandon scolaire...)
Parle arabe.

FTDES s'est créé en 2011 autour de leaders des mouvements sociaux, des droits de l'Homme et plus généralement de l'opposition tunisienne. Il a pour but de contribuer à la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et environnementaux en Tunisie, en soutenant les mouvements sociaux, en construisant le débat public sur la question du modèle de développement et en portant des alternatives grâce à son Observatoire social tunisien et à ses sections locales à travers le pays (dont 2 centres d'écoute et d'orientation pour les femmes à Kairouan et Monastir). Le FTDES est également fortement investi dans l'organisation des Forum sociaux mondiaux à Tunis en 2013 et 2015.

- ◆ **Anissa Saïdi et Amani Allagui** se rendent en Midi Pyrénées - Roussillon.

EUROPE DE L'EST

BOSNIE-HERZEGOVINE

JEUNESSE, RÉCONCILIATION EDUCATION A LA CITOYENNETE

YIHR- BIH Youth Initiative for Human Rights Bosnia and Herzegovina

- ◆ **Mme Aldijana OKERIC**, coordinatrice des différents programmes de l'association.
Parle bosniaque, anglais.

Youth Initiative for Human Rights a été créée en 2002 en Serbie puis en 2008 en Bosnie-Herzégovine. Elles sont nées de la volonté de jeunes qui aspirent à vivre dans une société construite sur d'autres principes que ceux du nationalisme. En Bosnie, l'association lutte contre les peurs et les haines et cherche à décroquer la société en s'extrayant des appartenances communautaires fortement entretenues depuis la fin de la guerre. Youth Initiative organise des rencontres et des échanges entre des jeunes de communautés différentes, et les invite à participer à des événements culturels et artistiques. L'association revendique et agit aussi pour la vérité et la reconnaissance des responsabilités dans les crimes commis au cours des guerres dans les années 90 avec la volonté de construire une mémoire commune dans l'ex-Yougoslavie.

- ◆ **Mme Aldijana Okeric** se rend en Bretagne Pays-de-Loire.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

AFRIQUE DU SUD

DROIT DES REFUGIES, DROITS HUMAINS
MIGRATIONS INTERNATIONALES,

AFRICA UNITE

≈ **M. Zoe NKONGOLO TSHIKAYA**, directeur, co-fondateur d' Africa Unite.

Parle anglais et français.

L'association a pour objet d'aider à construire le vivre-ensemble entre populations locales et immigrées dans la région du Cap. Tout a commencé en 2001, dans le township de New Cross Road, lorsque des violences ont éclaté entre réfugiés et Sud-africains. Les habitants du quartier ont alors constaté la nécessité de créer des espaces d'échanges où les deux groupes pouvaient se rencontrer, dialoguer et apprendre à mieux se connaître. Des réunions de quartiers se sont alors mises en place chaque dimanche. Progressivement, de plus en plus de townships ont rejoint le mouvement. Un jour, ils ont décidé de formaliser ces espaces en l'appelant Africa Unite. C'est donc une initiative des populations elles-mêmes.

Site web: <http://www.africaunite.org.za/>

≈ **Zoe Nkongolo Tshikaya** se rend en Alsace-Lorraine.

MALI

DROITS LEGAUX ET HUMAINS
DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX

DIREY BEN

≈ **M. Mahamoudou DICKO**,

Parle français.

L'association a pour mission l'accueil, l'écoute, l'information, l'orientation, la sensibilisation, l'acheminement et la défense des droits des migrants de toutes nationalités et de toutes religions dans un centre d'accueil dans la ville de Gao. Elle a également pour vocation d'initier et de développer des activités génératrices de revenus (agriculture, élevage, pisciculture, aviculture, formations qualifiantes) afin d'atténuer les départs vers une migration de plus en plus périlleuse. Il s'agit d'anciens migrants qui, après de nombreuses années passées à l'extérieur du pays, au terme des refoulements des années 2000-2006 de Libye d'une part, de Ceuta et Melilla d'autre part, ont décidé de s'organiser dans leurs propres villages et localités d'origine pour créer l'association Direy Ben, en sonrhaï « On pose nos valises ». Le travail de l'association a bien sûr été fortement déstabilisé lors de l'invasion du Nord-Mali par les djihadistes puis de l'intervention Serval dans la zone. L'insécurité reste très forte mais malgré les difficultés, l'association confirme son projet associatif.

≈ **Mahamoudou Dicko** se rend en Aquitaine Poitou Charentes.

PHILIPPINES

DROITS LEGAUX ET HUMAINS
MIGRANTS

CMA CENTER FOR MIGRANT ADVOCACY

≈ **Mme Ellene SANA**, présidente du CMA.

Parle philippin et anglais.

CMA travaille à la protection et à la promotion des droits et de la dignité des travailleurs migrants philippins à travers des actions de plaidoyer et d'assistance aux migrants en détresse. Au plan national, l'association porte son plaidoyer auprès des décideurs politiques, du Congrès, des agences de recrutement et des services diplomatiques des Philippines de l'extérieur. CMA effectue également un travail de plaidoyer au niveau régional (POEA, ASEAN, Dialogue d'Abu Dhabi, etc.). CMA est également très présent sur les questions des conventions internationales, notamment la question de la convention des Nations Unies pour la protection des droits des travailleurs migrants. Ce travail de plaidoyer est alimenté par un travail d'information et de constitution de savoirs permanents sur la situation des migrants philippins dans les pays d'accueil.

Site web : www.centerformigrantadvocacy.com

≈ **Ellene Sana** se rend en Normandie

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire) est une association de solidarité internationale créée par des mouvements et services d'Eglise et les évêques de France en 1961, qui a pour mission de lutter contre les causes de la faim dans le monde. Pour cela, le CCFD-Terre Solidaire a choisi d'agir à travers une démarche de partenariat avec des acteurs locaux de développement et de transformation sociale qui construisent des sociétés plus justes dans les pays du Sud.

UNE MISSION, TROIS MODES D'ACTION

- **Soutenir des projets de développement promus et mis en œuvre par des organisations-partenaires dans les pays du Sud.** Ce soutien porte sur plusieurs domaines : la souveraineté alimentaire, la prévention et résolution des conflits, l'économie sociale et solidaire, les migrations internationales, la promotion des femmes...
- **Sensibiliser et éduquer au développement en France** afin d'inciter les citoyens à s'engager pour plus de justice dans les relations internationales. Les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire se mobilisent toute l'année et lors des temps forts tels que la Semaine de la solidarité internationale, la Journée mondiale de l'alimentation, « Bouge ta planète » manifestation en direction des jeunes...
- **Une démarche de plaidoyer auprès des responsables politiques** pour que leurs décisions prennent en compte les intérêts des populations du Sud. Ces interpellations et campagnes portent notamment sur le financement du développement (par exemple, la campagne contre les paradis fiscaux), la promotion de politiques agricoles plus justes, la responsabilité sociale des entreprises dans les pays du Sud, le contrôle du commerce des armes, les droits des migrants...

Président : Guy Aurenche - Délégué général : Bernard Pinaud

QUELQUES CHIFFRES

Première ONG française de développement, le CCFD-Terre Solidaire soutient chaque année environ **430 projets dans 58 pays** : Afrique (30%), Amérique latine (26%), Asie (22%), Bassin méditerranéen (8%), Europe de l'Est (5%), Migrations (6%) Mondial (3%). Ses ressources financières, un budget qui tourne autour de 37 M€, proviennent presque en totalité de la générosité du public, garantie de son indépendance d'action et de parole : **350 000 donateurs** font confiance à l'ONG. Le CCFD-Terre Solidaire est agréé par le Comité de la charte du don en confiance. Il propose également aux épargnants plusieurs produits financiers solidaires.

L'association peut compter sur la mobilisation d'un réseau de **15 000 bénévoles**, présents dans les **99 départements** et sur une équipe de 160 salariés à Paris et en région. Elle participe à une soixantaine de collectifs thématiques et de plateformes géographiques.

L'Assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire est composée de **29 mouvements et services** de l'Eglise catholique, témoins de la diversité de l'engagement des chrétiens en France (mouvements de jeunes, cadres, congrégations religieuses, retraités, milieu rural...), ainsi que de représentants des adhérents directs à l'association.

EN SAVOIR PLUS



- **Faim et Développement**, le magazine de reportage de la solidarité internationale édité par le CCFD-Terre Solidaire, bimestriel.
- **le site** : ccfd-terresolidaire.org
- **Le blog de Guy Aurenche** : <http://blog.ccfid-terresolidaire.org/guyaurenche/>
- **La page Facebook** du CCFD-Terre Solidaire – facebook.com/ccfdterresolidaire
- **Le compte twitter** : [@ccfd_tsolidaire](https://twitter.com/ccfd_tsolidaire)